

Tendances conjoncturelles

Réseau économique régional de la BNS

Rapport récapitulatif destiné à la Direction générale de la Banque nationale suisse pour l'examen trimestriel de la situation de juin 2011

Deuxième trimestre 2011

Les délégués de la Banque nationale suisse aux relations avec l'économie régionale sont en contact permanent avec de nombreuses entreprises des divers secteurs et branches de l'économie. Leurs rapports, qui reflètent une appréciation subjective des entreprises, constituent une source d'informations appréciable pour porter un jugement sur la situation économique. Les principaux résultats des entretiens qui ont été menés durant les mois d'avril et de mai 2011 sont résumés ci-après. Au cours de ces entrevues, 211 représentants de différentes branches économiques se sont exprimés sur la situation actuelle et future de leur entreprise et sur l'évolution de la conjoncture. Les entreprises sont sélectionnées de façon à refléter la structure de production de la Suisse, mais cette sélection peut varier d'un trimestre à l'autre. La valeur de référence est le PIB, agriculture et services publics exclus.

Régions	Délégués
Genève	Marco Föllmi
Mittelland	Anne Kleinewefers Lehner Martin Wyss (<i>ad interim</i>)
Suisse centrale	Walter Näf
Suisse du Nord-Ouest	Hans-Ueli Hunziker (<i>ad interim</i>)
Suisse italienne	Mauro Picchi
Suisse orientale	Jean-Pierre Jetzer
Vaud-Valais	Aline Chabloz
Zurich	Markus Zimmerli

Résumé

Après avoir connu un léger ralentissement au premier trimestre 2011, la conjoncture s'est quelque peu raffermie au deuxième trimestre. Cette évolution a été soutenue par de nombreuses branches. La tendance haussière a été la plus perceptible dans la construction. La demande de main-d'œuvre s'est encore accrue dans l'ensemble.

Les interlocuteurs restent confiants quant à l'avenir proche. Les attentes pour les prochains mois laissent présager une progression continue des chiffres d'affaires dans l'industrie, les services et – de façon un peu moins marquée – dans la construction. Les représentants de tous les secteurs prévoient d'intensifier leurs investissements. L'utilisation des capacités de production de l'économie suisse est de normale à très élevée pour les trois secteurs; au cours des prochains mois, elle devrait croître à la même cadence que jusqu'ici.

Malgré l'évolution positive de la marche des affaires, certaines inquiétudes persistent. Elles sont clairement concentrées sur la crise de la dette qui sévit en Europe et sur les perturbations qui risquent d'en découler sur les marchés financiers et dans l'économie réelle. L'industrie d'exportation est soumise à de fortes pressions sur les marges en raison des cours de change. Quant aux retombées de la catastrophe écologique au Japon pour l'économie suisse, elles sont restées limitées jusqu'ici.

Comme aux trimestres précédents, les réactions face au raffermissement du franc sont très contrastées selon les secteurs. Dans l'ensemble, les conséquences de celui-ci sur l'économie ont peu changé, même si elles se sont légèrement accentuées dans l'industrie manufacturière (voir le chapitre «Enquête sur les cours de change: impact de la revalorisation du franc et mesures prises par les entreprises», pages 38 à 43).

1 Marche des affaires

Industrie

La situation économique dans l'industrie manufacturière est restée favorable au deuxième trimestre 2011. Les chiffres d'affaires réels ont progressé tant en comparaison annuelle que par rapport au trimestre précédent. L'augmentation a été marquée en comparaison trimestrielle. Le léger tassement de la croissance observé au premier trimestre a ainsi été compensé.

Comme au trimestre précédent, toutes les branches qui ont profité tardivement de la reprise économique ont enregistré, en un an, une amélioration supérieure à la moyenne. Il en va ainsi de l'industrie horlogère, de l'industrie de la transformation des métaux, de l'industrie des machines et de celle des machines-outils. Les entreprises de fabrication de composants électriques et électroniques ont également connu une évolution positive.

La robustesse de la conjoncture repose sur la persistance de fortes impulsions données par la Suisse et l'étranger. Les exportations bénéficient toujours de la demande exceptionnellement vigoureuse en provenance des pays émergents d'Asie, de l'Europe de l'Est et du Proche-Orient. Les impulsions émanant des Etats-Unis et de l'Amérique du Sud se sont encore renforcées. La demande en provenance d'Allemagne et – dans une moindre mesure – de France a conservé sa vigueur, alors que la demande en provenance de plusieurs pays de l'Europe du Sud a nettement fléchi.

Construction

Dans le secteur de la construction, la marche des affaires a poursuivi l'évolution dynamique amorcée depuis un certain temps: les chiffres d'affaires ont fortement augmenté en comparaison annuelle, mais surtout par rapport au trimestre précédent. L'hiver doux et le printemps clément ont été extrêmement favorables pour ce secteur. Les chiffres d'affaires connaissent toujours une forte progression dans l'immobilier résidentiel, mais aussi dans le second œuvre. Comme au trimestre précédent, rien ne laisse présager la fin de cette tendance de fond.

Certains interlocuteurs ont de nouveau exprimé des craintes à l'égard des risques pesant sur le marché immobilier. Dans certaines régions, la forte demande enregistrée dans l'immobilier résidentiel s'est étendue jusque dans les zones situées à l'écart des agglomérations. La faiblesse persistante des taux d'intérêt est considérée comme n'étant pas sans danger pour la construction. Dans de nombreuses

entreprises du second œuvre, les capacités sont utilisées jusqu'aux limites des possibilités et dans certains cas, les carnets de commandes sont plus remplis que jamais.

Services

Les chiffres d'affaires du secteur des services affichent un niveau supérieur à celui enregistré il y a un an et au premier trimestre 2011. La dynamique s'est légèrement accélérée.

La marche des affaires a été la plus forte dans les agences de placement de personnel, les transports, la restauration et le secteur des technologies de l'information, où les chiffres d'affaires dépassent largement ceux du trimestre précédent. Elle a également été bonne chez les experts-comptables et les fiduciaires ainsi que dans le secteur financier et le commerce de gros. Dans le commerce de détail, en revanche, elle est restée très fluctuante. Les consommateurs ont continué à faire preuve de retenue dans de nombreuses branches. La situation semble particulièrement difficile dans les domaines des denrées alimentaires, des articles de sport et des multimédias. Si, dans les régions frontalières, ce phénomène peut s'expliquer du moins en partie par les cours de change, il constitue une énigme pour la plupart des détaillants des autres régions. Conséquence directe de la faiblesse de l'euro, le tourisme de consommation suisse dans les régions frontalières s'est intensifié, notamment pour les grosses acquisitions.

2 Utilisation des capacités de production

Après avoir légèrement diminué au premier trimestre, le taux d'utilisation des capacités de production a de nouveau connu une forte progression. Celle-ci a été particulièrement marquée dans l'industrie manufacturière et la construction. L'utilisation des capacités a été qualifiée de normale à élevée dans l'industrie et d'élévée à très élevée dans la construction. Comme au trimestre précédent, certaines entreprises ont toutefois indiqué avoir été confrontées à un dilemme entre utilisation des capacités et rentabilité, qui s'est même traduit par un refus de commandes dans des cas isolés.

Le taux d'utilisation des capacités a été estimé très élevé dans l'industrie horlogère et plutôt élevé dans la fabrication de composants électroniques et la chimie. Une sous-utilisation des capacités a été signalée par quelques entreprises de l'industrie alimentaire.

Dans le secteur de la construction, le taux d'utilisation des capacités de production a augmenté par rapport au trimestre précédent. Toutes les entreprises interrogées se sont déclarées très satisfaites à cet égard. Certaines auraient cependant souhaité que la marche des affaires évolue à un rythme un peu moins soutenu. Les interlocuteurs tablent sur une nouvelle hausse de l'utilisation des capacités au cours des prochains mois. Aucun signe de ralentissement n'a été observé.

Comme aux trimestres précédents, le taux d'utilisation des capacités dans les services a été jugé normal. Les agences de placement de personnel et les bureaux d'ingénieurs, d'architectes et de conseil ont enregistré le niveau le plus élevé. Les transports et les fabricants de logiciels ont fait état d'un taux d'utilisation plutôt élevé. Un taux d'utilisation normal a été observé dans le secteur financier, tandis que l'hôtellerie et le commerce de détail ont déploré une légère sous-utilisation des capacités.

3 Demande de main-d'œuvre

Dans l'industrie manufacturière, la bonne marche des affaires a de nouveau eu un impact positif sur la demande de main-d'œuvre. D'une façon générale, les entreprises du secteur secondaire ont jugé le niveau de leurs effectifs relativement faible. Un besoin accru de main-d'œuvre supplémentaire a été observé par rapport au premier trimestre. Les entreprises ont tendance à faire preuve de moins de retenue en ce qui concerne le recrutement de nouveaux collaborateurs. Un manque prononcé de main-d'œuvre a été constaté dans l'industrie des machines et des machines-outils, les branches de l'électrotechnique et de l'électronique ainsi que dans l'industrie horlogère.

Dans le secteur de la construction aussi, la demande de main-d'œuvre a continué de croître légèrement. La majorité des entreprises interrogées se sont déclarées satisfaites du niveau actuel de leurs effectifs. Certaines ont néanmoins éprouvé davantage de difficultés à trouver de la main-d'œuvre qualifiée. La raréfaction de la main-d'œuvre disponible s'est parfois traduite par des goulets d'étranglement.

Dans le secteur des services, le niveau des effectifs a été considéré dans l'ensemble comme adéquat, voire légèrement insuffisant. Des besoins de recrutement élevés ont été signalés dans les entreprises du secteur des technologies de l'information. Les effectifs ont également été jugés plutôt faibles dans les bureaux d'architectes, d'ingénieurs et d'études. L'hôtellerie a continué d'enregistrer un léger sureffectif.

Dans tous les secteurs, l'embauche de personnel a de nouveau été moins aisée, ce qui s'explique par la pénurie croissante de main-d'œuvre sur le marché du travail. Ce phénomène a été particulièrement marqué dans l'électrotechnique, l'industrie des machines, les transports et les technologies de l'information. D'une manière générale, trouver des spécialistes et de la main-d'œuvre hautement qualifiée reste une tâche plutôt délicate. Le commerce de détail et l'hôtellerie ne connaissent toujours pas de problèmes de recrutement notables.

Dans la plupart des branches de l'économie, les coûts du travail par employé sont restés orientés à la hausse. Dans certaines branches, l'accroissement de la demande de main-d'œuvre et la saturation du marché du travail ont entraîné une pression accrue sur les coûts. Les taux de rotation du personnel ont également augmenté dans certaines branches. A cet égard, nombreuses sont les entreprises à évoquer les

avantages notables de la libre-circulation des personnes. L'industrie des denrées alimentaires, l'industrie électrique, l'industrie des machines et les fournisseurs de l'industrie horlogère, notamment, ont été confrontés à une augmentation des coûts du travail par employé. Dans la construction aussi, la pression sur les salaires s'est maintenue. En ce qui concerne les services, le renchérissement des coûts du travail a été le plus marqué dans les entreprises du secteur informatique, les sociétés immobilières, les bureaux de conseil, les entreprises de transport et les banques.

4 Prix, marges et situation bénéficiaire

Comme au premier trimestre, les marges ont été médiocres dans l'ensemble, c'est-à-dire inférieures aux valeurs généralement considérées comme normales. Le franc fort et la hausse des prix des matières premières en sont les principales raisons. Dans la mesure du possible, les entreprises tentent de contrecarrer la pression exercée sur les marges en modifiant leur portefeuille de produits au profit de produits à plus forte valeur ajoutée ou en élargissant les services connexes. En outre, il est de nouveau possible de pratiquer des prix un peu plus élevés dans la zone euro en raison du renchérissement.

C'est de nouveau l'industrie manufacturière qui a le plus souffert de la pression sur les marges bénéficiaires. D'une part, les marges y subissent les conséquences de la nouvelle revalorisation du franc; d'autre part, la concurrence reste vive et s'est même intensifiée dans certains secteurs. Les marges devraient rester sous pression. En effet, les entreprises prévoient une nouvelle hausse des prix d'achat et elles ne pourront pas augmenter les prix de vente en francs dans les mêmes proportions; elles escomptent cependant une hausse des prix d'achat un peu moins forte qu'au trimestre précédent.

Dans le secteur de la construction, les marges bénéficiaires ont été qualifiées de pratiquement normales, comme au premier trimestre. Les entrepreneurs tablent sur une hausse accélérée des prix d'achat (matières premières). Dans le même temps, elles ont cependant estimé que leur marge de manœuvre en termes de relèvement des prix de vente était plus grande qu'au trimestre précédent. Les marges pourraient ainsi connaître une nouvelle amélioration au cours des prochains mois.

Dans le secteur des services, les interlocuteurs ont considéré leurs marges bénéficiaires comme quasi normales dans l'ensemble. Le résultat global a de nouveau été influencé négativement par les marges nettement insatisfaisantes des banques, conséquence du faible niveau des taux d'intérêt et de l'évolution des cours de change, qui a pesé sur les recettes issues de la gestion de fortune. Sont aussi jugées plutôt insuffisantes les marges bénéficiaires dans les agences de placement de personnel, les fiduciaires, les bureaux de conseil, les entreprises du secteur des technologies de l'information et les hôtels. Pour leur part, les agences de voyage, les sociétés de gestion immobilière et le commerce de détail ont affiché des marges plutôt normales.

Comme aux trimestres précédents, l'enquête d'avril et de mai 2011 a également porté sur l'impact de la revalorisation du franc sur la marche des affaires. La situation a peu évolué dans l'ensemble depuis le premier trimestre 2011 malgré la nouvelle péjoration de la situation sur le marché des changes: 48% des entreprises interrogées ont signalé des retombées négatives dans l'ensemble, 37% n'ont remarqué aucun effet et 15% ont évoqué des répercussions positives. L'industrie manufacturière a de nouveau été la plus touchée par l'appréciation du franc; l'impact négatif ressenti par ce secteur s'est un peu accentué par rapport au trimestre précédent (voir le chapitre «Enquête sur les cours de change: impact de la revalorisation du franc et mesures prises par les entreprises», pages 38 à 43).

5 Perspectives

Les perspectives concernant la marche des affaires, l'emploi et les investissements restent globalement favorables. Nombre d'entreprises continuent de faire preuve d'un optimisme prudent.

La plupart des représentants de l'industrie manufacturière prévoient une nouvelle croissance des chiffres d'affaires et une augmentation de l'utilisation des capacités de production pour les six prochains mois. Ils ont l'intention de recruter davantage de main-d'œuvre supplémentaire qu'au trimestre précédent.

Dans le secteur de la construction, les entreprises sont demeurées majoritairement confiantes. La tendance positive se confirme tant au niveau de l'évolution des chiffres d'affaires que des prévisions d'embauche. Pour ce qui est de l'utilisation des capacités, les entreprises s'attendent toutefois à une augmentation légèrement plus faible que dans leurs estimations du premier trimestre. En règle générale, les carnets de commandes sont pleins plusieurs mois à l'avance.

Les entreprises du secteur des services tablent elles aussi dans l'ensemble sur une évolution positive des affaires au cours des six prochains mois et sur une nouvelle progression des chiffres correspondants. Leurs prévisions concernant la croissance des chiffres d'affaires sont toutefois un peu moins favorables qu'elles ne l'étaient au trimestre précédent. Les représentants du secteur des technologies de l'information et des entreprises de restauration sont extrêmement confiants s'agissant de leurs chiffres d'affaires. Les agences de voyage et de placement de personnel font également preuve d'optimisme. De nombreux représentants du commerce de détail comptent sur une plus forte propension à l'achat au cours des prochains mois. L'hôtellerie envisage l'avenir de façon plutôt prudente, mais nullement négative. A cet égard, le secteur du tourisme réalise cependant des chiffres nettement meilleurs dans les villes que dans les régions de montagne.

En ce qui concerne les risques présents à l'échelle internationale, l'attention s'est de nouveau concentrée un peu plus sur les perturbations susceptibles d'être provoquées par la crise de la dette européenne. Plusieurs branches sont toujours confrontées au renchérissement des matières premières. La catastrophe de Fukushima pourrait se traduire au cours des prochains mois par des difficultés de livraison et des augmentations de prix pour cer-

taines catégories de produits. L'évolution des prix de l'énergie suscite également des inquiétudes. Jusqu'à présent, les risques liés aux tensions politiques en Afrique du Nord et au Proche-Orient n'ont pas eu de répercussions sur l'économie suisse.

Par ailleurs, les interlocuteurs sont surtout préoccupés par l'érosion des marges, les difficultés liées à la pénurie de personnel et par l'éventualité d'une nouvelle revalorisation du franc. Etant donné qu'ils s'attendent, pour les prochains mois, à une hausse moins forte des prix d'achat et, inversement, à une augmentation des prix de vente plus vive que dans leur appréciation du trimestre précédent, il est possible que leurs marges s'améliorent légèrement. Comme aux trimestres précédents, quelques interlocuteurs ont fait part de leur inquiétude quant à la persistance de taux d'intérêt faibles. Les incertitudes concernant l'évolution ultérieure de l'économie ont quelque peu diminué dans l'ensemble.

Les plans d'investissement sont toujours orientés à la hausse dans les trois secteurs. Une nouvelle augmentation des investissements en biens d'équipement est prévue, notamment dans l'industrie manufacturière. Le secteur de la construction fait également état de besoins supplémentaires en investissements. En ce qui concerne les investissements dans l'immobilier, c'est surtout le secteur des services qui table sur une hausse des dépenses. Certaines entreprises de l'industrie manufacturière envisagent au contraire de réduire leurs investissements en Suisse et de procéder plutôt à de nouveaux investissements à l'étranger.